

Souveraineté énergétique

Madagascar décrète l'état d'urgence face aux tensions au Moyen-Orient

p>3

La 5^e édition de la Revue de l'Aval Pétrolier met en exergue les principales avancées et les enjeux stratégiques qui ont marqué le secteur des hydrocarbures à Madagascar au cours des derniers mois.

Dans un contexte où la sécurité énergétique constitue un défi majeur pour le développement du pays, cette édition revient sur les actions entreprises pour renforcer l'approvisionnement en produits pétroliers, améliorer la gouvernance du secteur et accompagner les réformes engagées par les pouvoirs publics.

À travers les différents articles, reportages et analyses effectués, cette revue illustre l'engagement des acteurs du secteur en faveur d'un approvisionnement fiable, d'une régulation efficace et d'une meilleure résilience face aux défis économiques et énergétiques actuels.

L'Office Malgache des Hydrocarbures poursuit sa mission d'accompagnement de l'État et des opérateurs afin de contribuer au développement harmonieux du secteur, dans le respect des exigences de performance, de transparence et de responsabilité.

Bonne lecture à toutes et à tous.

Aval pétrolier

une nouvelle feuille de route pour renforcer la souveraineté énergétique de Madagascar

p>2

Suspension du mécanisme d'ajustement automatique des PMAP

dans le cadre de l'état d'urgence énergétique

p>6

Crise de l'approvisionnement

entre fureur climatique et goulots d'étranglements géopolitiques

p>5

Relance de Tsimiroro

Une convergence d'expertises pour valoriser le pétrole lourd

p>7

Radonirina Lucas Rabearimanga aux commandes de l'Énergie et des Hydrocarbures

Le Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures a un nouveau visage. Radonirina Lucas Rabearimanga a été nommé Ministre lors de la formation du gouvernement conduit par le Premier Ministre Maminika Rajarison, fin mars 2026. Issu de l'Office Malgache des Hydrocarbures (OMH), il apporte une expérience directe des enjeux du secteur.

Sa prise de fonction intervient dans un contexte marqué par des défis importants, notamment les tensions au Moyen-Orient, la sécurisation de l'approvisionnement en carburants et la maîtrise des prix à la pompe sur

la partie hydrocarbures.

Depuis sa nomination, le Ministre multiplie les actions sur le terrain, notamment auprès de la JIRAMA, dans le cadre de la gestion de l'état d'urgence énergétique et du suivi de l'approvisionnement et des prix des produits pétroliers.

Dans le même temps, plusieurs postes de responsabilité au sein du Ministère ont été pourvus. Cette nouvelle organisation traduit la volonté de renforcer l'expertise du Ministère face aux défis énergétiques auxquels Madagascar est confronté.



RABEARIMANGA Radonirina Lucas, Ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures

Aval pétrolier : une nouvelle feuille de route pour renforcer la souveraineté énergétique de Madagascar

Validée en Conseil des Ministres le 19 mai 2026, la nouvelle Lettre de Politique de l'Aval Pétrolier marque une étape majeure dans la réforme du secteur énergétique à Madagascar. Élaborée par le Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, cette stratégie vise à garantir un approvisionnement sécurisé, accessible et durable en produits pétroliers sur l'ensemble du territoire national.

Face aux défis liés à la volatilité des marchés internationaux, aux tensions géopolitiques et aux inégalités d'accès aux carburants, cette politique sectorielle propose une vision ambitieuse fondée sur quatre (04)

axes stratégiques : la souveraineté énergétique, l'ouverture du marché, la modernisation de la régulation et la transition énergétique durable.

Parmi les mesures phares figurent le développement de capacités locales de raffinage, la mise en place de stocks stratégiques nationaux, la digitalisation du suivi des approvisionnements ainsi que le renforcement des pouvoirs du régulateur. La politique prévoit également l'encouragement des investissements privés et des partenariats public-privé afin d'améliorer les infrastructures de stockage et de distribution.

À travers cette réforme, l'État ambi-



Présentation de la Lettre de Politique de l'Aval pétrolier par le Directeur Général des Hydrocarbures (MEH) et le Directeur Général de l'OMH

tionne de faire de l'aval pétrolier un véritable levier de transformation économique et sociale, au service du développement durable de Madagascar.

JIRAMA : 50 ans d'engagement pour l'énergie

La célébration du cinquantième anniversaire de la JIRAMA a été ponctué par une avancée majeure dans l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable à Antananarivo. Le 15 mai 2026, à Mandrozeza, le Président de la Refondation de la République de Madagascar, Michaël Randrianirina, a procédé à l'inauguration d'une nouvelle station de traitement d'eau destinée à renforcer durablement la distribution dans la capitale. Cette infrastructure moderne permettra de produire jusqu'à 22 000 m³ d'eau supplémentaires par jour, en appui à la station Mandrozeza II Bis

laquelle fournit déjà un volume quotidien de 20 000 m³. L'objectif est de réduire les pénuries et les coupures qui touchent encore plusieurs quartiers d'Antananarivo.

Plusieurs autorités civiles et militaires ont honoré l'événement de leur présence, témoignant de l'importance stratégique du secteur de l'eau et de l'énergie pour le développement national. La Direction Générale de l'OMH a également été invitée à cette célébration.

Lors de son intervention, le Président de la Refondation Michaël Randrianirina a souligné que l'eau et l'élec-

tricité constituent des piliers du développement économique et social. Il a également invité les citoyens à adopter une utilisation responsable des ressources afin de limiter le gaspillage.

Au-delà de la célébration des 50 ans de la JIRAMA, cette inauguration symbolise la volonté des autorités de moderniser durablement les infrastructures publiques au service des Malagasy.

Souveraineté énergétique : Madagascar décrète l'état d'urgence face aux tensions au Moyen-Orient

Antananarivo, le 7 avril 2026 — Dans un contexte mondial marqué par une instabilité croissante, le Conseil des Ministres a franchi un cap décisif. Pour protéger l'économie nationale et sécuriser l'approvisionnement en hydrocarbures, l'État malagasy a officiellement décrété l'état d'urgence énergétique pour une période initiale de quinze jours.

Un cadre juridique d'exception

C'est une réponse forte aux secousses géopolitiques qui ébranlent actuellement le Moyen-Orient. En s'appuyant sur l'article 61 de la Constitution et les dispositions de la loi n°91-011 du 18 juillet 2011 relative aux situations exceptionnelles, l'Exécutif dispose désormais des outils nécessaires pour intervenir directement sur le marché. Cette mesure, bien que limitée à deux semaines, est assortie d'une clause de reconduction tacite jusqu'à la stabilisation des cours mondiaux.

L'onde de choc du Moyen-Orient

La Grande Île, bien qu'éloignée géographiquement des zones de conflit, se positionne en première ligne des répercussions économiques. L'escalade des tensions dans la région impacte les infrastructures critiques et les places financières :

- Une volatilité historique sur les marchés mondiaux. Depuis l'embrasement du conflit, le marché pétrolier a basculé dans une zone de turbulences inédite. Le cours du baril de brut pulvérise record sur record, agissant comme un catalyseur sur le prix des produits raffinés. Sur les principales places financières, cette envolée ne se contente pas de suivre le brut : elle s'accroît par un effet de rareté et une spéculation accrue, propulsant les cotations des produits finis (essence, gasoil, kérosène) à des sommets vertigineux. Pour Madagascar, cette « importation de l'inflation » est mécanique : la flambée des cours à l'international se répercute sans filtre sur les prix à la pompe, rendant l'équilibre financier du secteur amont-pétrolier

extrêmement précaire.

- Logistique sous haute tension : L'insécurité des routes maritimes entraîne une flambée des taux de fret et des primes d'assurance (police d'assurance « risque de guerre »).
- Perturbation des flux : Les retards de livraison et l'engorgement des ports d'avitaillement menacent la continuité des stocks stratégiques du pays.
- Dépendance totale : Madagascar, en tant qu'importateur exclusif de produits raffinés, subit de plein fouet la volatilité des cotations internationales (Platts), transformant une crise régionale en une menace directe pour l'ordre public et la continuité de l'administration.

Suspension du MAAP : Le retour au bouclier tarifaire

La mesure phare de ce décret est la suspension immédiate du Mécanisme d'Ajustement Automatique des Prix (MAAP). En temps normal, ce levier permet une fluctuation des prix à la pompe dans une fourchette de +/- 200 Ariary, suivant la logique de la « vérité des prix ».

Toutefois, face à la démesure des hausses actuelles, le MAAP est suspendu. Maintenir ce mécanisme reviendrait à exposer les ménages et les entreprises à un choc inflationniste insupportable. En dictant les prix, l'État joue son rôle de régulateur et de protecteur du pouvoir d'achat, évitant ainsi un effet de contagion sur le coût du transport et des produits de première nécessité (PPN).



Photo d'illustration

L'enjeu invisible : La JIRAMA

Au-delà des stations-service, cette urgence énergétique ambitionne également à sécuriser la production d'électricité. La JIRAMA, dont le mix énergétique reste encore largement tributaire du thermique (gasoil et fuel lourd), serait incapable de supporter une explosion des coûts d'approvisionnement sans compromettre la fourniture d'électricité sur l'ensemble du réseau national.

Une gestion en mode « Revolving »

Le gouvernement adopte une stratégie de vigilance active. Les autorités précisent que cette mesure sera réévaluée de manière cyclique. L'objectif est clair : assurer la résilience du secteur énergétique national jusqu'à ce que l'accalmie revienne sur les places boursières et dans les zones de production pétrolière.



Port de Sohar
Photo d'illustration

Madagascar compte désormais 343 stations-service après l'ouverture de deux nouveaux sites



Nouvelle station «Soa» Jovena Miadamanjaka



Nouvelle station Galana Ifanadiana



En début d'année 2026, le réseau pétrolier malagasy enregistre trois mouvements : l'ouverture de la SS « Soa » de Jovena à Miadamanjaka (district d'Ambatolampy) le 6 février, et celle de la station-service (SS)

« Ifanadiana » de Galana à Tsarakianja (district d'Ifanadiana) le 17 avril, compensant la fermeture de la SS « Irondro » de Galana, survenue en janvier. Ces ajustements reflètent la straté-

gie d'expansion territoriale des opérateurs, qui ciblent des districts à fort potentiel. Le bilan net reste positif : Madagascar compte désormais 343 stations-service sur l'ensemble de son territoire.

Les stocks pétroliers nationaux réhaussés par des convois sécurisés

Face aux risques de tension sur l'approvisionnement en produits pétroliers, l'Office Malgache des Hydrocarbures (OMH) a mis en place un dispositif de convoi encadré sur la RN2, axe stratégique reliant le port de Toamasina à la capitale Antananarivo. Du 13 au 25 avril, des camions citernes ont ainsi circulé sous escorte sur cet itinéraire, garantissant la sécurité des rotations et la continuité des livraisons vers les dépôts de stockage du territoire national. Cette initiative répond à une nécessité impérieuse : maintenir des niveaux de

stock suffisants pour prévenir toute rupture d'approvisionnement susceptible d'affecter les ménages et les opérateurs économiques. La RN2, bien que vitale pour le transport des hydrocarbures, est en effet exposée à diverses contraintes logistiques et sécuritaires qui peuvent ralentir ou compromettre les flux de livraison. Par cette action concrète, l'OMH réaffirme son rôle de régulateur vigilant et proactif, déterminé à assurer la sécurité énergétique de Madagascar dans toutes ses dimensions.



Déchargement des produits au dépôt de LPSA

Madagascar modernise ses standards pétroliers

L'Office Malgache des Hydrocarbures (OMH) a transmis le 07 mai 2026 aux principaux acteurs du secteur trois projets d'arrêtés ministériels relatif à la révision des spécifications du Supercarburant sans plomb 95 (SP95), du Gas-oil et du Fuel-Oil 180. Ces nouveaux textes édictent des exigences sensiblement renforcées, notamment une teneur en soufre respectivement à 10 ppm pour le SP95 et à 50 ppm pour le Gasoil, un indice d'octane minimal de 95 pour l'essence et un indice de cétane calculé d'au moins 51 pour le Gasoil. Le Fuel-Oil 180, prin-

cipalement utilisé par la JIRAMA pour la production d'électricité, voit quant à lui sa teneur en soufre limitée à 2 % et sa valeur calorifique minimale fixée à 9 700 kcal/kg. Ces réformes s'alignent sur les standards internationaux en vigueur et traduisent une volonté affirmée de moderniser le secteur pétrolier aval malagasy, dans un contexte d'exigences environnementales croissantes. Des dispositions transitoires sont néanmoins prévues, laissant aux opérateurs un délai d'un an pour se mettre en conformité totale après signature des arrêtés.

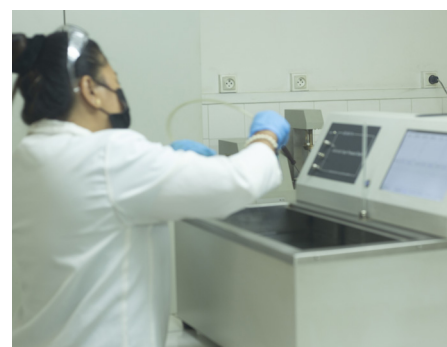


Photo d'illustration

Crise de l'approvisionnement : entre fureur climatique et goulots d'étranglement géopolitiques - 1^{er} semestre 2026

Le passage du cyclone Gezani en février 2026 sur les côtes malagasy n'a pas seulement laissé des traces matérielles ; il a injecté une pression supplémentaire dans une chaîne logistique pétrolière déjà sous tension. Entre retards de navires, engorgements au Moyen-Orient et mesures d'urgence, retour sur une crise qui a fragilisé la Grande Île.

De Toamasina à Sohar

Tout commence par un impératif de sécurité. Lors de l'assaut du cyclone Gezani sur la côte Est, le tanker Hafnia Shanghai, alors amarré au port de Toamasina, se voit contraint de prolonger son escale pour éviter une sortie en mer périlleuse. Ce décalage, bien que nécessaire, a déclenché une réaction en chaîne dévastatrice : le navire a manqué sa « fenêtre d'accostage » critique au port de Sohar, dans la péninsule d'Oman. Dans ce contexte, rater son créneau à Sohar ne pardonne pas. Situé stratégiquement hors du détroit d'Ormuz, ce port est devenu le refuge des armateurs fuyant les tensions géopolitiques du Moyen-Orient. Résultat : une saturation record et des délais d'attente qui ont transformé un simple retard météo en une véritable impasse logistique pour Madagascar.

La psychose du Sans Plomb 95

Si les dépôts côtiers ont été les premiers impactés, c'est dans la capitale, Antananarivo, que la crise a pris son visage le plus spectaculaire. La rareté du Sans Plomb 95 (SP95) a suscité un effet de panique immédiat. Dans la Ville des Mille, les files d'attente devant les stations-services Galana, Jovena, Shell/Vivo et TotalEnergies se sont étirées, paralysant la circulation déjà complexe de la capitale. Cette pénurie a nourri une psychose collective, favorisant l'émergence d'un marché noir lucratif où le litre de carburant s'échangeait sous le manteau à des prix prohibitifs. Les secteurs économiques, notamment les transporteurs urbains, ont vu leur rentabilité fondre, contraints de passer des nuits entières à attendre un

ravitaillement incertain.

Le cabotage en souffrance : Les villes côtières démunies

Le mal ne s'est pas arrêté aux hauts plateaux. Les villes côtières, dont la survie énergétique dépend des caboteurs (navires de plus faible tonnage assurant la liaison entre Toamasina et les autres provinces), ont subi de plein fouet les décalages de l'arrivée des grands tankers. À Mahajanga, Antsiranana ou Nosy Be, l'épuisement des stocks a mis à mal la continuité du service, créant une disparité régionale flagrante dans la disponibilité des produits.

La riposte : Une stratégie de flux tendus

Pour briser ce cycle, les autorités et les opérateurs pétroliers ont été contraints de mobiliser des leviers d'urgence. L'affrètement de deux nouveaux navires, l'Advantage Passion et le Torm Elise, a permis d'injecter du volume dans le circuit. Sur le plan opérationnel, un véritable « pont roulant » a été mis en place :

- Priorité au quai : Un accès privilégié a été accordé aux tankers pour réduire le temps de déchargement à Toamasina.
- Logistique terrestre intensive : L'organisation de convois de camions-citernes à flux tendus vers la capitale.
- Solidarité inter-compagnies : Mise en œuvre de prêts de produits entre distributeurs concurrents pour éviter la fermeture de certaines sta-



Ruée vers les stations-service
Source photo : OMH

tions.

- Mesures de restriction : Pour freiner la spéculation, la vente dans des contenants mobiles (bidons) a été interdite et un plafonnement à 15 litres par véhicule a été instauré dans les zones les plus critiques.

Vers une accalmie durable ?

Après des semaines de turbulences, les indicateurs passent enfin au vert. L'optimisation des programmes de cabotage et la régularisation des importations — désormais prévues toutes les trois semaines — ont permis de restaurer les stocks de sécurité.

Si le retour à la normale est observé dans la majorité des localités, cette crise rappelle l'étroite dépendance de Madagascar vis-à-vis des aléas mondiaux. Pour la Grande Île, le défi de demain demeure la résilience de son stockage national face à une météo de plus en plus imprévisible et une géopolitique de l'énergie en perpétuelle mutation.



Ruée vers les stations-service
Source photo : OMH

Gestion exceptionnelle des PMAP dans le cadre de l'état d'urgence énergétique

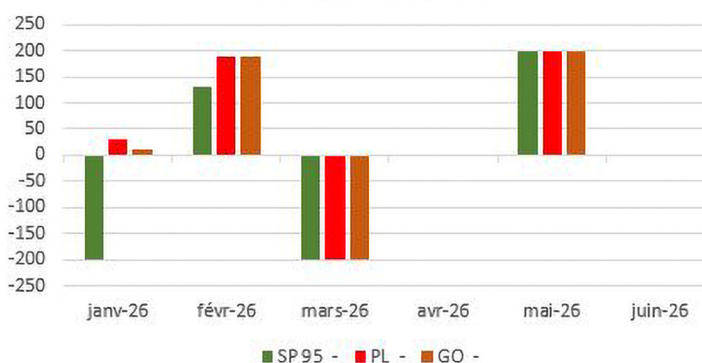
Le 07 avril 2026, le Conseil des Ministres a décrété l'état d'urgence énergétique sur l'ensemble du territoire de la République de Madagascar pour une durée de 15 jours. Lors de sa réunion du 23 avril 2026, le Conseil des Ministres a décidé de prolonger cette mesure exceptionnelle de 15 jours supplémentaires, soit jusqu'au 07 mai 2026.

EVOLUTION PRIX A LA POMPE AU PREMIER SEMESTRE 2026 (Ar/L)						
	janvier 2026	février 2026	mars 2026	avril 2026	mai 2026	juin 2026
SP 95	4 970	5 100	4 900	4 900	5 100	5 100
PL	3 520	3 710	3 510	3 510	3 710	3 710
GO	4 670	4 860	4 660	4 660	4 860	4 860

Suivant les explications apportées par M. Le Ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, RABEARIMANGA Radonirina Lucas, la mise en application de cet état d'urgence ouvre la voie au Gouvernement malagasy de procéder à la suspension du Mécanisme d'Ajustement Automatique des Prix à la pompe. En effet, compte tenu, d'une part, de la guerre au Moyen-Orient et des tensions sur l'approvisionnement et la hausse exponentielle des prix des produits pétroliers induites par cette situation de crise, et d'autre part, du fait que le pays soit un importateur exclusif de produits pétroliers, l'Etat Malagay a jugé opportun de suspendre le mécanisme d'ajustement automatique.

Rappelons que le dispositif, en son état actuel est validé par le FMI, limite toute hausse à +200Ar/L. Or, une hausse réelle des prix dans le contexte de la guerre au Moyen Orient dépasse de très loin cette limite fixée, pour aller au-delà des 2000Ar/L en moyenne. Cela engendrera un solde de lissage négatif de plus de 1000 milliards d'Ariary qui impactera lourdement sur le budget de l'Etat. Dans ce contexte, le Gouvernement considère qu'une transmission intégrale et instantanée des effets de ce choc pétrolier aux consommateurs ne saurait être envisagée. Ainsi, il s'agit pour l'Etat de procéder à des ajustements progressifs définis à la suite d'études techniques et financières réalisées en ce sens.

Variation des prix à la pompe au 1er semestre 2026



SP 95: Supercarburant
PL: Pétrole Lampant
GO: Gasoil

Source : OMH

Les prix à la pompe de janvier à mars 2026 sont régis par le Décret n°2025-1501 du 03 décembre 2025 instituant le mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe. Si le Supercarburant a connu une baisse de -200Ar/L en janvier, le Pétrole lampant ainsi que le Gasoil, par contre, ont connu des hausses respectives de +30Ar/L et de 10Ar/L par rapport à décembre 2025.

Une hausse généralisée des prix a été observée en février dont +130Ar/L pour le SP 95 et +190Ar/L pour le PL et le GO. Au mois de mars, les prix ont été revus à la baisse pour descendre à -200Ar/L tous produits confondus. En avril et mai, suite à la mise en application de l'état d'urgence énergétique, les prix à la pompe pour le mois d'avril sont restés au statu quo. Au mois de mai, une hausse de +200Ar/L a été appliquée sur tous les produits. Les prix sont restés inchangés au mois de juin 2026.

Filan-kevitra ?

- ☒ Dingana fangatahana alàlana hisehatra amin'ny ton-tolo fandraharahana solika ?
- ☒ Antontan'isa mikasika ny solika?
- ☒ Didy aman-dalàna mifehy ny sehatry ny solika ?
- ☒ Fenitra sy kalitaon'ny solika ?

Tsidiho ny tranonkala <http://www.omh.mg>

(261) 34 05 227 97 / (261) 32 05 005 26 | omh@omh.mg | @o.m.hydrocarbures

Valorisation du Pétrole Lourd de Tsimiroro

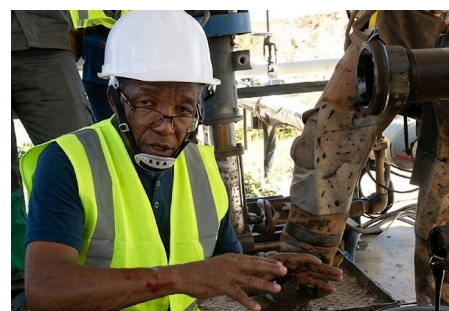
Une importante délégation menée par le Ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, accompagnée des responsables de l'Office Malgache des Hydrocarbures (OMH) et du Professeur SOLOFO Jonis, s'est rendue sur le site pétrolier de Tsimiroro le 24 avril 2026. Cette descente sur le terrain marque une étape cruciale dans l'évaluation et la relance de l'exploitation du pétrole lourd à Madagascar.

L'objectif principal de cette mission était de constater de visu l'état des infrastructures de production et de discuter des modalités techniques pour optimiser l'extraction. Le Pro-

fesseur Jonis a mis à contribution son expertise scientifique de pointe, notamment sur les procédés d'injection de vapeur nécessaires pour fluidifier le brut de Tsimiroro.

Le Ministre a réaffirmé la volonté de l'État de valoriser les ressources locales afin de réduire la dépendance de la Grande Île vis-à-vis des importations de carburant, particulièrement pour l'approvisionnement des centrales thermiques de la Jirama. De son côté, l'OMH a insisté l'importance capitale de respecter les normes environnementales et le cadre réglementaire du secteur.

Cette synergie entre décisionnaires



Professeur Jonis sur le site pétrolier de Tsimiroro

politiques, régulateurs et scientifiques insufflent un élan décisif à ce projet titanesque, porteur d'espoir pour l'économie et la souveraineté énergétique du pays.

Premier semestre 2026 : l'importation de lubrifiants suscite deux nouvelles demandes de licence

Au cours du premier semestre 2026, l'OMH a comptabilisé deux nouvelles demandes d'octroi de licence d'importation de lubrifiants à savoir les sociétés PROPNEU et GLOBAL MOTORS MADAGASCAR.

Ces demandes témoignent l'intérêt croissant des opérateurs économiques pour le marché des lubrifiants, un segment essentiel pour le fonctionnement des véhicules, des engins industriels, des équipements agricoles et des matériels utilisés dans les activités de transport et de production.

L'instruction de ces dossiers relève du cadre des procédures applicables à l'aval pétrolier, lesquelles visent à encadrer l'accès au marché, à vérifier la conformité des opérateurs et à garantir le respect des exigences réglementaires en matière d'importation, de stockage, de distribution et de commercialisation des produits pétroliers.

À travers ces nouvelles demandes, le marché des lubrifiants confirme son dynamisme au sein de l'économie malagasy et la compétitivité du secteur.



Photo d'illustration

Approvisionnement national : OQ Trading sélectionnée pour une période de six (06) mois

Le contrat de fourniture en carburant du pays, octroyé au Trader omanien OQ TRADING en mars 2025, arrive à échéance en mai 2026. Pour rappel, ce dit contrat s'étale de juin 2025 à mai 2026. L'appel d'offre international relatif au prochain approvisionnement a de ce fait été lancé par le Groupement des Pétroliers de Madagascar (GPM).

Le 30 mars 2026 s'est tenue, dans les bureaux de l'Office Malgache des Hydrocarbures (OMH), la séance d'ouverture des plis de l'appel d'offre WP03/2026, relative au réapprovisionnement en produits blancs pour Madagascar. A l'issue du dépouillement des offres reçues, les trois pre-

miers Traders retenus, à savoir, VITOL, OQ Trading et TotalEnergies, ont été conviés à soumettre des offres plus compétitives.

Par la suite, la séance de dépouillement du deuxième tour de l'appel d'offre WP03/2026 s'est tenue le 04 avril 2026 dans les locaux du GPM. Deux fournisseurs ont ainsi soumis dont VITOL et OQ TRADING. En fin de processus, le nouveau contrat d'approvisionnement en produits pétroliers s'est vu attribuer à la société OQ TRADING pour la période de juin 2026 à novembre 2026, soit pour une durée de 06 mois.

Les volumes d'importation correspondant tablent sur 460 284TM



BAC OQ Trading

dont 89 053TM pour le Super carburant, 25 554TM pour le DPK (Pétrole lampant et Kérosène) et 345 677TM pour le Gasoil.

Reboisement : l'OMH renforce son engagement pour un avenir plus vert

Au mois de mars 2026, l'Office Malgache des Hydrocarbures (OMH) a renforcé son engagement en faveur de la protection de l'environnement à travers deux grandes activités de reboisement. Le 6 mars 2026, l'OMH a pris part à la campagne organisée par le Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures à Farahantsana Mahitsy, sur le site de Tozzi Green. Cette

initiative, réunissant les entités rattachées au Ministère, a permis la mise en terre de trois mille (3 000) jeunes plants afin de contribuer à la restauration du couvert forestier national.

Dans la continuité de cette mobilisation écologique, l'OMH a organisé sa propre journée de reboisement le 13 mars 2026 à Ambohitrakely Tam-

ponketsa, District d'Ankazobe, sous le thème « Mamerina ny ala, miao ny ho avy ». Ces actions traduisent la volonté de l'Office de soutenir activement le développement durable et la préservation des ressources naturelles pour les générations futures.



Reboisement de l'OMH, le 13 mars 2026 à Ambohitrakely Tampoketsa, commune Ambolotarakely Ankazobe

ARDA Week 2026

Fondée en 2006, l'Association Africaine des Raffineurs et Distributeurs (ARDA) est la première organisation panafricaine dédiée au secteur pétrolier aval. Elle regroupe des raffineurs, importateurs, opérateurs de terminaux, distributeurs et régulateurs du continent. Son rendez-vous annuel, l'ARDA Week, s'est tenu cette année du 13 au 17 avril 2026 à Cape Town, dans une atmosphère particulièrement chargée. L'événement célébrait le 20^e anniversaire de l'association et a rassemblé des raffineurs, distributeurs, régulateurs et leaders

industriels de toute l'Afrique pour débattre de l'avenir énergétique du continent.

Le moment était bien choisi. Les chocs pétroliers liés aux tensions géopolitiques dans le Golfe ont rappelé avec brutalité à quel point les économies africaines restent vulnérables à une perturbation des marchés mondiaux. Cette édition s'est tenue dans un contexte de forte volatilité des marchés énergétiques mondiaux, avec des développements géopolitiques impactant les chaînes d'approvisionnement.



Participants de l'ARDA Week 2026

Vœux 2026 et mobilisation contre la Mpox

La cérémonie de présentation des vœux du Nouvel An 2026 de l'OMH, le 09 janvier 2026, a été l'occasion de partager les réalisations de l'année écoulée et les perspectives pour l'année à venir dans un esprit de convivialité. Cette rencontre a éga-

lement servi de cadre à une séance de sensibilisation sur la Mpox. Face à la propagation de cette maladie à Madagascar, les agents ont été informés des mesures de prévention à adopter afin de protéger leur santé et celle de leur entourage.



Présentation de vœux du nouvel an de l'OMH suivi d'une sensibilisation sur la Mpox

Mustapha Nait Karroum à la tête de Vivo Energy Madagascar

Vivo Energy Madagascar a officiellement un nouveau Directeur Général Monsieur Mustapha Nait Karroum. Cette nomination marque une étape importante dans le secteur pétrolier aval à Madagascar. Il a pris ses fonctions le 1er avril 2026, succédant à Monsieur Adel SAADALLAH, qui poursuivra son parcours au sein du groupe Vivo Energy. L'annonce officielle de la passation a été faite à Antananarivo le 20 avril 2026.

Ce changement intervient dans un secteur aval pétrolier où les enjeux de distribution, de performance commerciale, de continuité d'appro-

visionnement et de qualité de service restent déterminants. Avant sa nomination, Mustapha Nait Karroum occupait le poste de Head of Commercial pour le groupe Vivo Energy, avec des responsabilités couvrant les activités B2B, les revendeurs, l'aviation, la marine et les produits chimiques.

Son parcours s'appuie également sur 17 années d'expérience dans les fonctions aval chez TotalEnergies, en France et dans plusieurs pays africains. Cette expérience constitue un atout pour accompagner le développement de Vivo Energy dans



De g à d : Monsieur Mustapha Nait Karroum - Monsieur Adel SAADALLAH

Source :

un environnement énergétique exigeant.

Trente huit véhicules pour renforcer les capacités opérationnelles du MEH

Le 4 juin 2026, au Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures à Ampan-drianomby, une cérémonie officielle de remise de matériels roulants et d'équipements informatiques s'est tenue sous le haut patronage du Président de la Refondation, le Colonel Mickaël Randrianirina. Organisée avec l'appui de la Banque mondiale à travers le Projet LEAD (Least-cost Electricity Access Development),

cette initiative vise à optimiser les capacités opérationnelles des institutions du secteur énergétique. À cette occasion, les organismes rattachés au Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, dont l'Office Malgache des Hydrocarbures (OMH), espèrent être intégrés au dispositif de répartition des véhicules attribués au Ministère. Cette dotation permettrait de renforcer la mobilité



Cérémonie officielle de remise des véhicules au Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures le 4 juin 2026

Détroit d'Ormuz : le couloir pétrolier mondial sous haute tension

Le détroit d'Ormuz, passage stratégique reliant le Golfe persique à l'océan Indien, canalise près de 20 % du commerce mondial de pétrole. Depuis le début des tensions au Moyen-Orient, cette zone est devenue un point critique pour l'approvisionnement énergétique mondial. Les premières perturbations ont été marquées par des menaces de restriction du trafic maritime, des attaques contre certains pétroliers et une forte présence militaire dans le Golfe. En mars 2026, la circulation des navires a chuté, provoquant une hausse considérable des prix du pétrole, du gaz et des coûts du transport maritime. Plusieurs compagnies ont gelé leurs traversées par mesure de sécurité. Face à cette situation, les pays du Golfe développent des voies alternatives via des oléoducs vers la Mer Rouge et l'Océan Indien afin de réduire leur dépendance au Détroit. Toutefois, malgré ces alternatives, ce détroit demeure un goulot d'étranglement énergétique incontournable dont la stabilité reste essentielle à l'économie mondiale.



Photo d'illustration

Equipe de Rédaction :
Raveloson Cydolain
Ratovondrahona Ranto
Sylvain Marie Hélène
Ralambosoa Mamitiana
Ravelontsoa Sylvie Apia
Rabenoely Fanilo Nomena
Rakotonirina Anjaralova
Rajaonarivelo Nirina Fidèle

CONTACTS:

Immeuble ex-Solima, 26 rue Ranarivelo Behoririka – BP 7598
Antananarivo 101 – Madagascar

☎ (261) 22 227 97/98

📞 (261) 34 05 227 97/ (261) 32 05 005 26

🌐 www.omh.mg ✉ omh@omh.mg

Antsiranana

6, Rue Lafayette Antsiranana (201)

☎ : 032 05 005 99

✉ : parfait.ramarohajaina@omh.mg

Fianarantsoa

Lot 175B/3603 Antarandolo Fianarantsoa (301)

☎ : 032 07 463 75

✉ : drfomh@moov.mg

Mahajanga

01 rue Henri Palu, Mahajanga Be Mahajanga (401)

☎ : 032 02 665 91 / 032 05 463 14

✉ : drmomh@moov.mg

Toamasina

Boulevard de l'ivondro Anjoma Toamasina (501)

☎ : 032 07 463 80

✉ : draomh@moov.mg

Toliara

Ankilimarovahatse en face Station Total Toliara (601)

☎ : 032 04 768 75

✉ : druomh@moov.mg